

print

Les Etats-Unis soutiennent une nouvelle offensive française au Mali

De [Jill Lux](#)

Global Research, août 28, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-soutiennent-une-nouvelle-offensive-francaise-au-mali/5398109>

Le 9 août, les forces françaises ont bombardé une position de militants islamistes dans le Nord du Mali. Il a été signalé que quatre ou cinq bombes ont été larguées dans la région d'Essakane à l'Ouest de la ville de Tombouctou. Le lendemain, le président Barack Obama annonçait que le gouvernement des Etats-Unis enverrait 10 millions de dollars à la France pour l'aider à financer ces opérations.

Ce bombardement marque le lancement d'une nouvelle opération militaire française en Afrique occidentale, du nom de code « Barkhane », visant apparemment à stopper la progression des groupes de militants islamistes dans la région du Sahel.

L'intervention de la France au Mali a débuté en janvier 2013 et, bien que Paris ait annoncé vouloir retirer ses troupes il y a plusieurs mois, il a affirmé qu'une reprise des combats dans la région l'avait forcé à y maintenir quelque 3.000 soldats. Le meurtre en novembre 2013 de deux journalistes français a servi de prétexte pour ralentir la réduction prévue du nombre de soldats français.

Les gouvernements américain et britannique ont tous deux fourni un appui vital à l'effort de guerre français. Obama avait précédemment envoyé un petit contingent de soldats non combattants américains pour appuyer la guerre menée par la France l'année dernière. Ces soldats étaient officiellement déployés en qualité de conseillers dans le domaine du renseignement et du transport.

La nouvelle opération militaire française au Nord Mali sera lancée et menée avec le soutien des Etats-Unis. Le 10 août, Obama a donné l'ordre de débloquer 10 millions de dollars, pour soi-disant aider la France à lutter contre le terrorisme au Mali. Selon le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, Ned Price, les nouvelles ressources financières « serviront aux opérations de transport aérien et de ravitaillement en vol, demandées par la France pour soutenir ses opérations de contre-terrorisme. »

La semaine passée, Obama avait annoncé sa décision d'aider l'opération française, dans un mémo adressé au Congrès, disant : « J'estime qu'il existe une urgence imprévue qui nécessite une assistance militaire immédiate à la France dans ses efforts pour sécuriser le Mali, le Niger et le Tchad contre les terroristes et les extrémistes violents. »

Un article paru le 11 août dans le *Washington Times* indiquait que l'aide accordée à la France pour soutenir ses efforts militaires au Mali « était gênante pour le gouvernement en partie parce que les organisations des droits humains ont accusé les soldats du gouvernement malien de sévices allant d'exécutions extra-judiciaires à la torture dans la lutte contre les militants. »

Le soutien à la guerre au Mali proposé par les alliés impérialistes de la France les implique une fois de plus dans un nouveau crime brutal contre la classe ouvrière africaine et les masses opprimées. Vendue de façon hypocrite à l'opinion publique comme une guerre pour la démocratie et contre le terrorisme, il s'agit d'une guerre

sanglante pour le partage du butin issu du pillage de l'Afrique, et Washington, Londres et Berlin réclament chacun leur part. (Voir aussi : « [Le gouvernement allemand étend sa mission militaire en Afrique](#) »)

La guerre de la France au Mali découle directement de la guerre sanglante menée par l'OTAN en Libye, et où Washington, Londres et Paris ont armé des groupes liés à al Qaïda ainsi que des milices tribales dans le but de renverser le colonel Mouammar Kadhafi et de mettre en place dans ce pays riche en pétrole un régime intermédiaire docile. Les groupes islamistes s'étant ensuite propagés de la Libye au Sahel voisin, Paris en a profité pour intervenir au Mali, renforcer son influence militaire et stationner des soldats près des mines d'uranium stratégiques du Sahel et qu'exploitent des entreprises françaises.

L'impérialisme français avait prévenu avoir la ferme intention de retourner en Afrique septentrionale et occidentale, une région qu'il avait brutalement conquise à la fin du dix-neuvième siècle au prix de centaines de milliers de vies. Le Mali, colonie française de 1892 à 1960, se situe au centre d'une région riche en ressources, et est considéré comme une plateforme à partir de laquelle exercer une influence politique et économique dans la région.

L'intervention française constitue une violation directe du droit international. Bien qu'elle ait présenté la résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies comme base juridique pour cette guerre, la résolution qui avait été adoptée à la suite de pressions exercées par les puissances impérialistes, n'autorise que le « déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. » En fait, le président français François Hollande s'en était saisi en janvier 2013, six mois après son arrivée au pouvoir, pour bombarder le Mali et déployer des milliers de troupes pour combattre au Mali.

Des troupes françaises sont d'ores et déjà déployées dans d'autres anciennes colonies françaises de la région, comme au Sénégal, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Le recours accru à des drones et à des forces spéciales partout dans la région souligne le caractère réactionnaire des intérêts industriels et stratégiques qui motivent cette guerre.

L'intervention de l'impérialisme français au Mali est également liée à la situation intérieure explosive en France. Dans le contexte des premières attaques aériennes sur le Mali, le gouvernement Hollande a lancé une attaque politique contre la classe ouvrière française. Le gouvernement a annoncé une vaste « réforme du marché du travail » comprenant l'imposition de conditions de travail plus « flexibles ».

Sous couvert de l'anonymat, des membres du Parti socialiste (PS) de Hollande ont dit à la presse qu'une motivation clé de la prise de décision du lancement de la guerre était l'espoir de faire rebondir la cote de popularité de Hollande et de l'aider à imposer des coupes sociales impopulaires (Voir : « [La France profite du meurtre des journalistes de RFI pour intensifier sa guerre au Mali](#) »).

Finalement, ce calcul politiquement criminel a lamentablement échoué et la France s'enfonce de plus en plus dans une crise politique et économique dans le contexte d'un vaste mécontentement populaire contre les guerres impérialistes. Jeudi dernier, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a officiellement annoncé que l'activité économique du pays avait stagné l'année dernière et cette semaine le gouvernement s'est effondré dans le contexte de divisions croissantes au sujet de la politique d'austérité impopulaire de Hollande.

Jill Lux